

**Mémoire présenté dans le cadre de la consultation  
sur les Évaluations environnementales stratégiques  
concernant le Plan d'action gouvernemental sur les hydrocarbures**

par Denise Campillo  
Roxton Falls  
le 16 novembre 2015

## UN QUÉBEC VERT?

Je suis abonnée à la revue *National Geographic*. Dans le numéro de novembre 2015, consacré au dossier des changements climatiques sous le titre évocateur *Cool it*, j'ai eu la surprise et le plaisir de découvrir une page de publicité payée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Le titre de cette page : *QUÉBEC IN ACTION AGAINST CLIMATE CHANGE*.

De belles photos d'un barrage, d'un autobus vert accueillant des cyclistes, d'une voiture électrique.

De beaux textes décrivant les efforts déployés au Québec pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, développer le marché du carbone et favoriser le recours aux énergies renouvelables, et même une belle déclaration de notre premier ministre, M. Couillard : (je traduis de l'anglais)

« La lutte contre les changements climatiques est un défi, mais c'est aussi l'occasion de développer une économie plus sobre en carbone. »

Pour paraphraser Gilles Vigneault : Voilà le Québec qu'on aime!

En avril 2015, le gouvernement du Québec recevait ses homologues provinciaux pour le Sommet sur les changements climatiques, sommet clôturé par une belle déclaration commune<sup>1</sup>, dont je veux vous citer quelques extraits :

« Considérant le consensus scientifique appelant à d'importantes réductions des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), de façon à limiter le réchauffement climatique planétaire à moins de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle; [...]

Considérant que l'investissement dans la lutte contre les changements climatiques, notamment dans des domaines comme les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la production d'énergie plus propre, présente un fort potentiel de développement économique durable et de création d'emplois à long terme; [...]

Considérant qu'une transition vers une économie résiliente et plus sobre en carbone d'ici 2050 est nécessaire pour assurer le développement durable des provinces et des territoires; [...]

Réunis lors du Sommet de Québec sur les changements climatiques, les premiers ministres des provinces et des territoires, cherchant à favoriser la transition vers une économie plus sobre en carbone, **s'engagent à** : [...]

Soutenir l'innovation de même que le développement et l'utilisation des technologies nécessaires à la transition vers une économie plus sobre en carbone; [...]

Mettre en œuvre des politiques visant à réduire les émissions de GES, lesquelles peuvent inclure l'approfondissement des connaissances sur les changements climatiques, l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la conservation de l'énergie, ou l'utilisation d'énergies propres et renouvelables [...].

Voilà le Québec qu'on aime!

Dans la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020*<sup>ii</sup>, on lit une autre déclaration de M. Couillard :

« La lutte contre les changements climatiques est un défi majeur qui retient l'attention d'un nombre croissant de gouvernements à travers le monde. Le gouvernement du Québec, quant à lui, a choisi d'en faire une priorité, puisque la qualité de vie des Québécoises et des Québécois et l'avenir de notre planète en dépendent. Nous avons mis en œuvre un plan de développement économique pour le Québec, qui fait en sorte que les actions posées maintenant donneront aux générations futures la liberté de prendre leurs propres décisions. C'est dans cette même optique que le gouvernement du Québec a élaboré cette nouvelle Stratégie gouvernementale de développement durable pour 2015-2020. Cet outil important nous permettra d'intégrer davantage les principes du développement durable dans les activités du gouvernement du Québec. [...] Cette vision à long terme doit être partie prenante de chaque geste que nous posons. [...] Que ce soit par sa grande présence sur la scène internationale, par ses ambitieuses cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, par son marché du carbone ou par le Fonds vert, le Québec est un véritable leader et compte le rester. Avec cette Stratégie, nous visons également l'inclusion et la participation d'un plus grand nombre de représentants de la société dans notre démarche de développement durable, en toute transparence et dans un esprit de partenariat. Nous devons bâtir un Québec plus vert, plus juste et plus prospère. C'est ensemble que nous devons donner l'exemple. »

Cette stratégie se fonde sur sept enjeux, notamment :

« - L'action responsable;

- Le développement de la connaissance et l'innovation;

- L'intégration de la préoccupation intergénérationnelle dans les actions;

- Le renforcement de la complémentarité des initiatives de développement durable et de lutte contre les changements climatiques. »

La stratégie comporte aussi huit orientations, dont je veux vous citer les trois dernières :

« - Assurer l'aménagement durable du territoire et soutenir le dynamisme des collectivités;

- Soutenir la mobilité durable;

- Favoriser la production et l'utilisation d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. »

Voilà le Québec qu'on aime!

Enfin! Après une décennie de noirceur sous le régime de Stephen Harper, décennie pendant laquelle le Canada s'est enfoncé dans le borbier de la pétroéconomie, allons-nous commencer à avoir les coudées franches pour avancer dans cette tâche énorme que constitue la lutte contre les changements climatiques? Allons-nous suivre les conseils de la communauté scientifique? Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) estime que ralentir le phénomène du réchauffement climatique est un défi ambitieux mais qu'il est techniquement et financièrement possible de le relever. Pour y parvenir, la communauté internationale va devoir renoncer aux deux tiers des réserves fossiles connues à ce jour. Il s'agit donc pour nous non seulement de laisser dans le sol les réserves connues, mais d'investir ailleurs que dans l'exploration et la recherche de ressources fossiles potentielles, c'est-à-dire dans le recours aux énergies renouvelables et dans les économies d'énergie.

**Or – et c’est pourquoi nous sommes ici : Le gouvernement du Québec a entrepris une vaste démarche de consultation publique sur le développement des activités de mise en valeur des hydrocarbures et de leur transport.**

Adieu notre beau Québec vert!

Le ministre Pierre Arcand juge qu’il est tout à fait cohérent de lancer le Québec sur la voie de l’exploitation de pétrole et de gaz tout s’engageant à lutter contre les changements climatiques. De quelle cohérence parle-t-on? Ces deux objectifs sont absolument contradictoires. La cohérence se situe probablement ailleurs, dans la politique d’un gouvernement qui sabre dans les budgets en santé, en éducation et dans les services sociaux pour mieux investir dans des projets risqués et sans avenir comme les hydrocarbures.

Dans la démarche du Plan gouvernemental sur les hydrocarbures<sup>iii</sup>, on peut lire ceci : « Le gouvernement veut s’assurer que les conditions sont en place pour favoriser le développement économique du Québec et de ses régions. » En quoi cela consiste-t-il? À examiner notamment les projets d’oléoducs Énergie Est et Enbridge 9B qui visent à désenclaver l’Alberta et favoriser ainsi l’exploitation des sables bitumineux. Belle cohérence! Au lieu d’inciter l’Alberta à diversifier son économie, au lieu de développer chez nous les secteurs visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, c’est en avant toute vers la pétroéconomie!

Et pourtant... Nous ne manquons ni de connaissances ni d’avis de spécialistes dans les dossiers des hydrocarbures et de la lutte contre les changements climatiques.

La Table d’experts sur les hydrocarbures<sup>iv</sup>, tenue le 15 juin 2015 à Québec, réunissait des spécialistes de divers aspects de la production, du transport et de l’économie de ces ressources énergétiques. Parmi ces experts, qui ont essentiellement parlé des défis posés par l’exploitation des hydrocarbures et des solutions qu’ils proposent, une voix discordante : celle de M. Philip Andrews-Speed, dont la feuille de route dans le domaine des hydrocarbures, à l’échelle internationale, est tout à fait impressionnante. Pour cet expert, l’approvisionnement n’est pas un problème dans l’espace nord-américain; par contre, la dimension environnement est vitale : selon lui, l’exploitation des hydrocarbures non conventionnels a sur un territoire l’effet d’une armée en marche. Et il nous a servi une vigoureuse mise en garde au sujet de l’exploration et de l’exploitation des hydrocarbures au Québec : « *Be sure this is what you want to do!* »

M. Andrews-Speed nous appelait à la prudence. Conscient du potentiel du Québec, de la richesse de ses écosystèmes et de sa place dans l’économie du savoir, il nous conseillait de travailler à la transition vers une énergie propre au lieu de faire la promotion des hydrocarbures fossiles.

Le gouvernement a déjà organisé des BAPE, des EES, et même une Commission sur les enjeux énergétiques du Québec<sup>v</sup>, qui a siégé en 2013-2014, et dont le rapport semble avoir été tabletté. Le coprésident de cette commission, M. Normand Mousseau, éminent spécialiste du domaine et professeur à l’Université de Montréal, signalait encore la semaine dernière : « ...le Québec dispose [...] d’un accès plus que suffisant aux ressources en gaz naturel et en pétrole dont il pourrait avoir besoin au cours de la prochaine décennie et bien au-delà. »<sup>vi</sup>

Nous n’avons pas besoin d’explorer et d’exploiter nos hydrocarbures fossiles. Nous devons réduire la demande au lieu d’accroître l’offre. Alors pourquoi aller dans cette voie?

En plus d’être une des causes des changements climatiques, l’exploitation des hydrocarbures est maintenant un secteur dangereux même sur le plan juridique et financier. Je signalerai simplement que l’État de New York

a ouvert une enquête sur ExxonMobil pour déterminer si le géant texan a menti au sujet des risques liés au changement climatique et leur impact potentiel sur l'industrie pétrolière<sup>vii</sup>.

D'ailleurs, à qui appartiennent les ressources? Aux citoyens du Québec ou aux détenteurs élus ou autoproclamés des leviers politiques et économiques du pouvoir? C'est une question qui va devenir de plus en plus présente car la notion de bien commun suscite une réflexion croissante.

À quoi rime cette ÉES? À quoi rime une consultation comme celle-ci? Personne n'a le temps, ni la compétence pour lire toutes les études commandées par le gouvernement, dont une partie ne sont même pas disponibles aujourd'hui. Les investissements publics dans la prospection des hydrocarbures, les fonds alloués aux études visant l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz seraient bien mieux utilisés s'ils étaient consacrés à la recherche sur les économies d'énergie, la production d'énergie propre, le réaménagement du territoire axé sur les transports actifs et collectifs.

Par ailleurs, la multiplication des consultations et des exercices de relations publiques que l'on observe depuis quelques années vise probablement à épuiser la contestation en décourageant les citoyens qui, bénévolement, rassemblent de l'information, la diffusent et tentent de se faire entendre du gouvernement.

Les citoyens, de plus en plus, et partout au Québec, savent déjà ce qu'ils veulent : freiner la demande et la consommation d'hydrocarbures et orienter leur société vers les énergies renouvelables. C'est plutôt à nos dirigeants de se demander : « Est-ce une bonne idée dans le contexte actuel de vouloir accroître la production d'hydrocarbures fossiles? »

Une analyse objective les obligera à répondre : NON!

Mais s'ils persistent à ne pas ouvrir les yeux, les citoyens, eux, seront debout pour proclamer :

**POUR UN QUÉBEC VERT, PAS QUESTION DE SE TAIRE!**

---

<sup>i</sup> <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/sommetClimat2015/pdf/Declaration-Sommet-CC-FR.pdf>

<sup>ii</sup> [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie\\_gouvernementale/strategie-DD.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/strategie-DD.pdf)

<sup>iii</sup> <http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/demarche-plan-action-quebec.asp>

<sup>iv</sup> <http://www.politiqueenergetique.gouv.qc.ca/themes/hydrocarbures/>

<sup>v</sup> <http://www.politiqueenergetique.gouv.qc.ca/demarche/historique/enjeux-energetiques-2013/>

<sup>vi</sup> <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/452372/des-idees-en-revues-politique-energetique-le-quebec-doit-changer-de-cap>

<sup>vii</sup> <http://affaires.lapresse.ca/economie/energie-et-ressources/201511/05/01-4917746-climat-new-york-enquete-sur-de-possibles-mensonges-dexxonmobil.php>